

subit des torts dont se ressentent le plus durement les populations les plus pauvres du tiers monde. Enfin, les fonds consacrés au maintien d'une présence militaire massive dans le Golfe ne peuvent être utilisés pour appuyer les démocraties naissantes de l'Europe de l'Est, ce qui risque de compromettre gravement leur avenir. Et pendant que nous attendons les effets des sanctions, les défenses irakiennes deviennent de plus en plus redoutables.

Si le recours aux hostilités devient le seul moyen d'obtenir le retrait de Saddam Hussein du Koweït, chaque jour et chaque semaine d'attente aura pour conséquence probable d'accroître proportionnellement le nombre de pertes éventuelles en vies humaines parmi les partenaires de la coalition, y compris le Canada. Ainsi, bien que la guerre comporte des frais énormes, le fait d'attendre pour voir si les sanctions feront vraiment effet entraîne aussi d'importants frais. Et, si les sanctions devaient échouer, il n'y a aucune garantie que la coalition se maintiendrait et serait en mesure de mener une guerre dans seize mois d'ici, et encore moins dans soixante. Si le complot de Saddam Hussein devait réussir, les répercussions sur les intérêts canadiens -- à savoir la perte d'influence des Nations Unies, le bouleversement de l'ordre international, l'atteinte grave aux droits de la personne et l'ébranlement de l'économie mondiale -- seraient inacceptables. Pour toutes ces raisons, le gouvernement est d'avis que le Canada devrait continuer d'encourager les Nations Unies à prendre toutes les mesures possibles pour que l'Irak se retire du Koweït.

Certains prétendent que le gouvernement suit simplement la ligne tracée par l'Administration américaine dans ce dossier. Cette accusation est peut-être la plus usée qu'on puisse entendre. Elle ne date pas d'hier en effet puisque le Premier ministre Pearson écrivait déjà dans ses mémoires, sur un ton moqueur : "...une façon sûre de s'attirer des applaudissements et des appuis chez nous est d'exploiter nos anxiétés et de nourrir nos appréhensions face aux pouvoirs et aux politiques des Américains."

Le fait que les opinions de nations libres coïncident souvent ne devrait rien avoir d'étonnant ou d'offensant. En fait, dans ce cas précis, les opinions de toutes les grandes nations occidentales, dirigées par des gouvernements aux allégeances politiques très différentes, y compris le Royaume-Uni, l'Italie, l'Australie, la France, les États-Unis et le Canada, s'accordent. Et pourquoi pas? Nous sommes tous profondément attachés aux principes de liberté, de démocratie et d'égalité devant la loi. Nos institutions tirent toutes leur légitimité de la libre expression de la volonté de nos peuples. Et dans le domaine des affaires extérieures, nous avons tous pour position de faire respecter le droit international. Et il n'est pas surprenant, compte tenu de l'ampleur des enjeux, que toutes ces démocraties appuient énergiquement les Nations Unies.

Le Canada a mis beaucoup d'efforts à convaincre les États-Unis de procéder par la voie des Nations Unies et de renoncer à toute action unilatérale. La coalition internationale sait qu'elle doit maintenant être prête à défendre une juste cause. Le Premier ministre Bob Hawke de l'Australie, chef du Parti travailliste dans ce